



Capital humain, Protection sociale et Développement durable

Direction générale de la Planification et des Politiques économiques - DGPPE
64 Rue Carnot x Dr Theze – site web: www.dgppe.gouv.sn





Education – Bilan des Politiques

Indicateurs	Réalizations		Cibles 2014
	2013	2014	
Taux brut d'admission au CI (TBA)	108,90%	99,80%	106,30%
taux brut de scolarisation à l'élémentaire (TBS)	81,1%	82,60%	82,3%
taux d'achèvement au primaire (TAP)	65,90%	73,40%	68,80%
taux de réussite au CFEE	33,90%	34,30%	65,00%
taux de réussite au BFEM	41,60%	42,50%	62,10%
Taux de réalisation du quantum horaire	88,60%	65,00%	100%
Pourcentage d'élèves inscrits en série scientifiques	28,10%	27,30%	40%

Contraintes	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> • résorption des abris provisoires ; • insuffisance de la qualité des apprentissages ; • insuffisance de manuels ; • retard dans la mise en œuvre des sous-projets du PAQUEEB ; • insuffisance de professeurs de mathématiques ; • faible promotion des séries scientifiques ; • non respect du quantum horaire. 	<ul style="list-style-type: none"> • Accélérer la dotation des écoles en manuels ; • Entreprendre un vaste programme de construction et d'équipement de salles de classes (Résorption des abris provisoires) ; • Mettre à niveau les écoles et établissements par la construction de blocs sanitaires, murs de clôtures, accès à l'eau courante et à l'électricité ; • Pacifier l'environnement scolaire et veiller au respect du quantum horaire ; • Satisfaire les besoins en enseignants de qualité dans les filières scientifiques.



Formation professionnelle et technique – Bilan des Politiques

Indicateurs	Réalizations		Cibles
	2013	2014	2014
Taux de réussite au niveau IV (Bac technique et BT)	48,27%	43,02%	48,50%
Taux de réussite au (BTS) niveau III	48,26%	56,48%	54,88%
Taux de réussite aux examens du niveau V (CAP et BEP)	50,00%	51,29%	49,57%
Flux de nouveaux diplômés d'État	6596	6531	7000
Nbre d'apprenants des structures FPT / 100 000 hbts	373	402	500
Nombre de nouveaux apprenants enrôlés dans le dispositif de l'apprentissage rénové	2582	10000	10000
% de sortants du cycle fondamental inscrits à la FPT	-	6,43%	6,80%

Contraintes	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> • insuffisance du financement pour la généralisation des APC à toutes les filières et séries ; • obsolescence et insuffisance des équipements des laboratoires et des ateliers ; • difficultés d'insertion des apprenants et insuffisance de formateurs qualifiés dans les disciplines techniques ; • faiblesse du réseau des structures de formation ; • retards importants dans le rythme de livraison des projets de construction et de réhabilitation ; • disparités régionales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Accélérer la construction et la réhabilitation des infrastructures ; • Veiller à la qualification des formateurs et à la mise à disposition de matériels didactiques ; • Mettre à niveau les ateliers et le matériel des écoles de formation ; • Mutualiser les expériences en matière d'orientation scolaire en vue de booster le taux de transition de l'enseignement général vers le PFT.

●●● | Enseignement supérieur – Bilan des Politiques

Indicateurs	Réalizations		Cibles
	2013	2014	2014
Pourcentage de bacheliers orientés dans les universités publiques	79,02%	88,46%	86,00%
Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants	1006	989	1055
Part du privé dans les effectifs	26,62%	22,29%	39,25%
Taux de promotion au niveau LUCAD	30%	35%	45,00%
Taux de promotion au niveau LUGB	77,40%	83%	83,00%
Taux de promotion au niveau LUADB	70%	75%	75,00%
Taux de promotion au niveau LUASZ	57%	41%	69,00%
Taux de promotion au niveau LUT	70%	85%	89,90%
% d'étudiants suivant des études scientifiques et de métiers	2,90%	3,50%	5,10%

Contraintes	Recommandations
<ul style="list-style-type: none">• Faiblesse des capacités d'accueil (social et pédagogique) ;• Problèmes liés à l'environnement des universités (grèves cycliques) ;• Formation universitaire versus besoin de l'économie (secteur privé) ;• Faible orientation des étudiants vers les filières scientifiques et techniques.	<ul style="list-style-type: none">• Renforcer les ressources informatiques et pédagogiques et développer l'enseignement à distance pour contourner les contraintes liées aux capacités d'accueil ;• Améliorer et diversifier les sources de financement ;• Mettre en place un système de suivi-évaluation pour une maîtrise et un meilleur pilotage du système.



Santé – Bilan des Politiques

Indicateurs	Réalisations		Cibles 2014
	2013	2014	
Taux de prévalence contraceptive	16%	20%	18%
Taux d'achèvement (couverture adéquat) en CPN	50%	48%	55%
Taux accouchements assistés par du personnel qualifié	65%	59%	78%
Prévalence de l'insuffisance pondérale	16%	13%	10%
proportion d'enfants âgés de 0-11 mois complètement vaccinés	63%	74%	65%
taux de mortalité infanto-juvénile	65‰	54‰	44‰
Taux de morbidité proportionnelle du paludisme	5,40%	3,39%	1,50%
Nombre de MILDA distribuées au cours de l'année	3845948	3785595	2770582
Incidence du paludisme	2,70%	1,90%	2,40%
Taux de guérison de la TB	84%	84%	85%
Létalité TB	6%	5%	3%
Taux de prévalence du VIH/SIDA	0,70%	0,70%	1%
Nombre de PVVIH mises sous ARV	13716	16682	34963

?

Contraintes	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> • insuffisance des ressources humaines en quantité et en qualité (par rapport aux offres de services de qualité) ; • obsolescence ou inexistence d'équipements dans les structures sanitaires ; • défaillance du système de référence et contre référence particulièrement la logistique roulante (inexistence d'ambulances médicalisées dans les zones reculées) ; • indisponibilité de la contrepartie de l'Etat dans le cadre de l'appui des partenaires ; • faiblesse du suivi communautaire des enfants pris en charge pour la malnutrition. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la qualité des soins et prestations à tous les niveaux de la pyramide et le respect du continuum de soins ; • Relèvement du taux d'accouchement par un personnel qualifié et du taux d'achèvement (CPN) ; • Renforcer le personnel qualifié et la sécurisation des produits ; • Mettre en œuvre un dispositif de la surveillance des décès maternels et de la malnutrition.

● ● ● | Protection sociale – Bilan des Politiques

Indicateurs	Réalizations		Cible 2014
	2013	2014	
Nombre de ménages inscrits dans le registre national unique (RNU)	63 900	131 800	150 000
Nombre de bénéficiaires de bourses de sécurité familiale payés	43 900	98 881	100 000
Nombre d'élèves ayant bénéficié des cantines scolaires	569 750	556 875	1 397 915
% de la population ayant bénéficié d'un système de couverture	20%	32%	40%
Nombre de mutuelles de santé mises en place et fonctionnelles	273	365	314



Contraintes	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> • Dispersion des programmes dans plusieurs ministères, couverture limitée ; • la diversité des instruments de ciblage, absence de suivi harmonisé ; • l'insuffisance des ressources allouées ; • la faible implication des collectivités locales dans la gestion du programme. 	<ul style="list-style-type: none"> • Finaliser dans les meilleurs délais l'actualisation de la stratégie nationale de protection sociale ; • Mettre en place un registre national unique comme outil de coordination de ciblage et de planification ; • Elaborer une loi d'orientation sur la protection sociale pour assurer la durabilité et la pérennisation des actions ; • Renforcer la gestion des Institutions de Prévoyance Maladie.



Environnement et Développement durable – Bilan des Politiques

Indicateurs	Réalizations		Cible 2014
	2013	2014	
Superficies nouvellement reboisées (reforestation)	22196	19801	21700
Niveau de régénération naturelle assistée	3780	3768	4000
Superficies mises en défens	29378	53267	17280 ha
Ratio reboisement / déboisement	1,16	1,15	ratio de 2014 > ratio 2013
Nombre de Km de pare-feux ouverts	3021	1497	3500
Évolution des superficies des terres sous aménagement durable (ha)	ND	1412 520	ND
Quantités de biomasse ravagées par les feux de brousse (tonnes)	2744429	3261267	< q de 2013
Superficie de terres dégradées restaurées	30300	31712,5	1256 ha

?

Contraintes	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse des capacités techniques et des moyens de lutte contre l'avancée de la mer ; • Vulnérabilité des écosystèmes végétaux face aux feux de brousse ; • Problèmes liés au changement climatique ; • La problématique de la gestion des déchets solides. 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la coordination intersectorielle et développer une synergie d'actions entre les différents ministères impliqués dans la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles ; • Mettre en œuvre la loi sur les déchets plastiques, les déchets solides et biomédicaux ; • Promouvoir une meilleure intégration des dimensions environnement et économie, en insistant sur la valeur économique des écosystèmes ; • Finaliser le processus de réactualisation du code de l'environnement, intégrant la directive changement climatiques, le code de la chasse et le code forestier.

Eau et Assainissement – Bilan des Politiques

Indicateurs	Réalisations		Cibles
	2013	2014	2014
Taux d'accès global à l'eau potable	90%	90%	90%
Taux d'accès à l'eau potable (urbain)	98,00%	99,00%	99,00%
Taux d'accès à l'eau potable (rural)	84,10%	85%	85,00%
Taux de conformité bactériologique (Urbain)	99,13	99,2	96
Taux de conformité physicochimique (Urbain)	99,6	99,55	95
Nombre de châteaux d'eau réalisés et équipés en milieu rural	71	34	23
Nombre de forages réalisés en milieu rural	82	50	57
Taux d'accès global à l'assainissement	42,00%	?	?
Taux d'accès à l'assainissement en milieu rural	38,7%	?	60%

?

Contraintes	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> • Les teneurs élevées en fluor, chlore et au fer dans certaines localités ; • Faiblesse des capacités de dessertes dans certaines zones urbaines notamment à Dakar ; • Les problèmes de maintenance des forages en milieu rural ; • Insuffisance de l'accès à l'assainissement en milieu rural ; • La problématique des inondations en milieu urbain. 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la qualité des services d'accès à l'eau ; • Encourager le développement du secteur privé dans l'assainissement ; • Promouvoir le partenariat public-privé dans le secteur de l'assainissement (gestion des inondations) et de l'accès à l'eau en milieu rural ; • Déléguer la gestion et la maintenance des forages au secteur privé.



MERCI DE VOTRE ATTENTION

1.2.3 Protection sociale

Paragraphe 154 : La politique de protection sociale vise l'amélioration significative des conditions de vie des populations et groupes vulnérables. Elle est rendue opérationnelle à travers le programme national de bourses de sécurité familiale, la couverture maladie universelle, la carte d'égalité des chances, les cantines scolaires, entre autres.

Revoir les chiffres du tableau pour la bourse: (les textes de remplacement donnent les bons chiffres)

Les paragraphes ci-dessous remplacent le paragraphe 154 et une partie de 155 (la partie barrée du fichier PDF)

L'objectif d'améliorer les conditions socioéconomiques des ménages et des groupes vulnérables a été réalisé à hauteur de 83,9%. En 2014, il a été inscrit 131 800 ménages dans le registre unifié pour un objectif de 150 000 (cumul des 75 000 ciblés en 2013 et 75 000 ciblés en 2014), soit un taux de réalisation de près de 88%. Ce résultat s'explique

Le programme national de bourses de sécurité familiale (PNBSF) a couvert près de 99,9% de l'objectif fixé en 2014. Parmi les 99 924 ménages bénéficiaires, les 87,1% ont reçu l'intégralité du montant (100 000F).

Des améliorations ont été enregistrées dans les processus d'exécution du PNBSF grâce à une meilleure structuration par la création de la Direction Registre National Unique d'une part, et d'autre part par une communication plus adaptée (au sein de la DGPSN et entre la Délégation et ses partenaires). Egalement, un fonctionnement plus régulier des comités locaux et des sous-comités a été noté. Cependant, ces résultats sont encore limités par la lenteur des procédures administratives, le retard dans la collecte des données et la faiblesse du système de suivi-évaluation surtout pour le suivi des conditionnalités.